

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Prozess

**Loi sur les placements collectifs. Limited Qualified Investor Fund (L-
QIF) (MCF 20.062)**

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Zumofen, Guillaume

Bevorzugte Zitierweise

Zumofen, Guillaume 2025. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Loi sur les placements collectifs. Limited Qualified Investor Fund (L-QIF) (MCF 20.062), 2020 - 2021*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 17.05.2025.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Wirtschaft	1
Geld, Währung und Kredit	1
Finanzmarkt	1

Abkürzungsverzeichnis

WAK-SR Kommission für Wirtschaft und Abgaben des Ständerates
FINMA Eidgenössische Finanzmarktaufsicht
L-QIF Limited Qualified Investor Fund

CER-CE Commission de l'économie et des redevances du Conseil des Etats
FINMA Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers
L-QIF Limited Qualified Investor Fund

Allgemeine Chronik

Wirtschaft

Geld, Währung und Kredit

Finanzmarkt

BUNDESRATSGESCHAFT
DATUM: 19.08.2020
GUILLAUME ZUMOFEN

Afin de renforcer la compétitivité de la place financière helvétique et de garder en Suisse plus de création de valeur, la **nouvelle loi sur les placements collectifs** offre une alternative de placement, face aux offres équivalentes étrangères, pour les investisseurs en Suisse. Pour être précis, les placements collectifs seront reserves aux investisseurs qualifies et liberes d'une autorisation de la FINMA mais administres par des établissements surveilles par la FINMA. Il s'agit donc d'un nouveau type de fonds en Suisse, nomme Limited Qualified Investor Fund (L-QIF). La loi a été approuvée par le Conseil fédéral. Elle sera débattue en chambre au printemps 2021.¹

BUNDESRATSGESCHAFT
DATUM: 09.06.2021
GUILLAUME ZUMOFEN

Le **Conseil des Etats a adopte**, à l'unanimité, la **création d'un nouveau type de fonds «Limited Qualified Investor Funds»** (L-QIF). Cette nouvelle loi sur les placements collectifs doit permettre de renforcer l'attractivité de la place financière helvétique et de simplifier la réglementation. Ces fonds, reserves aux investisseurs qualifies, seront liberes de l'autorisation et de la surveillance de la FINMA. Le Conseil des Etats a également suivi les propositions de modification soumises par sa Commission de l'économie et des redevances (CER-CE). D'abord, elle a restreint à une durée supérieure à cinq années le droit de rachat en tout temps des placements collectifs. Ensuite, elle a exclu les investisseurs prives mais qualifies et qui sont propriétaires d'un immeuble des L-QIF afin d'éviter les fraudes fiscales.²

BUNDESRATSGESCHAFT
DATUM: 14.12.2021
GUILLAUME ZUMOFEN

La **loi sur les placements collectifs** a pour objectif de créer un nouveau type de fonds de placement denomme «Limited Qualified Investor Funds» (L-QIF). Ce fonds vise une meilleure attractivité de la place financière helvétique, avec notamment l'objectif de rapatrier de l'argent place à l'étranger faute de fonds de placement collectifs équivalents en Suisse, et une simplification des règles en vigueur. Dans les détails, les L-QIF ont la particularité de ne pas être soumis à l'approbation de la FINMA car ils ne sont ouverts qu'à des investisseurs qualifies comme les caisses de pension, les assurances ou les investisseurs professionnels.

Le Conseil national est entre en matière par 118 voix contre 67. Seul le camp rose-vert s'est oppose à la loi sur les placements collectifs car elle entraenerait une dérégulation, renforcerait l'opacité de la finance et créerait des distorsions de concurrence entre les investisseurs. En outre, le camp rose-vert a pointe du doigt les risques de dérégulation du secteur de l'immobilier. Cet argument a été balaye par le Conseil fédéral qui a rappele l'existence de la Lex Koller. La proposition de la gauche d'exclure les biens immobiliers des catégories de placement a été rejetée de justesse, par 97 voix contre 93. Les voix de l'UDC (45), du PLR (27) et du groupe du Centre (25) ont fait la différence, malgré quelques dissidences chez l'UDC et au Centre. Lors du vote par article, le Conseil national a, d'un côté, rejete la volonté du Conseil des États de restreindre la durée du droit de rachat à cinq années, et d'un autre côté, étendu l'administration des L-QIF aux gestionnaires de fortune.

La balle est donc retournée dans le camp de la chambre des cantons. Pour commencer, le Conseil des États a valide la décision de la chambre du peuple de ne pas restreindre la durée du droit de rachat, malgré leur décision initiale. Par contre, les sénateurs et sénatrices ont refuse, par 30 voix contre 12, d'accepter l'administration des L-QIF par des gestionnaires de fortune. Cette **ultime divergence** a oblige un aller supplémentaire à la chambre du peuple.

Après réflexion, les députés et députées ont refuse d'autoriser les gestionnaires de fortune à administrer un L-QIF. La dernière divergence a donc été eliminee tacitement, comme recommande par la Commission de l'économie et des redevances du Conseil des États (CER-CE).

Lors du vote sur l'ensemble, le Conseil national a adopte la loi sur les placements collectifs par 122 voix contre 68, et le Conseil des États a valide la loi par 30 voix contre 12. Les Verts et le Parti socialiste se sont opposes à cette loi.³

1) FF, 2020, pp.6667 s.; FF, 2020, pp.6715 s.

2) BO CE, 2021, pp.528 s.; Communiqué de presse CER-CE 20.04.2021

3) BO CE, 2021, p.1443; BO CE, 2021, pp.1320; BO CN, 2021, p.2756; BO CN, 2021, pp.2475 s.; BO CN, 2021, pp.2558